

Article du Daily Mail du 5.07.2023

« La grande chasse aide le Botswana à préserver les plus grands troupeaux d'éléphants du monde, selon son ministre de l'environnement ».

Philda Nani Kereng

Ministre de l'environnement et du tourisme du Botswana

---

Le mois dernier, j'assistai aux funérailles de deux villageois, dans ma patrie, le Botswana. Ils étaient tous deux adolescents, tués tragiquement, chargés par des buffles alors qu'ils se rendaient à l'école et au travail. Malheureusement, il ne s'agissait pas d'un accident isolé. A peine quelques semaines plus tard, j'appris avec tristesse qu'un jeune père de famille avait été tué par un éléphant tandis qu'il marchait vers sa ferme située dans un petit village du delta de l'Okavango, laissant derrière lui une femme et des enfants.

Enterrer des membres de sa famille tués par des animaux sauvages, ou bien perdre entièrement sa récolte du fait de troupeaux d'éléphants, sont des choses trop communes dans mon pays. Nos existences sont inextricablement liées à celle de la faune qui partage notre habitat. Mais il s'agit d'une réalité souvent ignorée des personnes bien intentionnées vivant dans les pays occidentaux. Pour beaucoup à travers le monde, la faune africaine se résume aux images sentimentales d'un documentaire de nature. C'est ce genre d'émotions, compréhensibles mais mal placées – partagées par le grand public comme par les politiciens – qui, je le crains, a conduit au projet de loi sur les trophées de chasse dans le but d'en interdire l'importation en Grande-Bretagne. Le mois dernier, ce projet de loi est passé par la Chambre des Lords en

seconde lecture, et se trouve désormais dans l'attente de la phase cruciale de l'examen en commission.

Compte tenu de l'urgence, je me suis mise en route pour Londres la semaine dernière, afin d'alerter sur l'impact dévastateur d'une telle loi sur les efforts de conservation entrepris, pas seulement par mon pays, mais par d'autres pays africains également.

Bien entendu, cela doit surprendre les lecteurs qui se sentent choqués à l'idée que certains tirent par plaisir les animaux magnifiques parcourant les beaux paysages africains. Et, croyez-moi, je comprends l'horreur suscitée chez certaines personnes devant la photo d'un chasseur posant à côté d'une récente victime. Tuer des lions semble scandaliser particulièrement les Britanniques, surtout après la fameuse histoire du lion Cecil abattu par un chasseur américain au Zimbabwe en 2015. L'image largement diffusée de Walter Palmer se tenant au-dessus du cadavre de Cecil devint emblématique de l'action destructrice de l'homme envers la nature.

Aussi naturelle que soit cette réaction, elle est irréfléchie. Elle oublie de reconnaître que la chasse pour les trophées est vitale pour les populations de nombreux pays africains. Elle est un outil de conservation générant des revenus servant à combattre le braconnage, soutenir le développement des communautés et améliorer la protection de l'habitat.

Les revenus tirés de la chasse ont permis de connecter les villages à l'eau potable et à l'électricité, à faire des routes et bâtir des écoles, à créer des emplois et aider les familles en difficulté. Ils ont aussi permis la création pour la faune de points d'eau suffisamment éloignés des villages ainsi que de dispositifs d'alerte pour les villageois leur indiquant que des animaux se rapprochent.

Tristement, comme trop souvent, les occidentaux ne voient que le bien-être animal, aux dépens de la vie humaine en Afrique. Le président du Botswana, Mokgweetsi Masisi, le résuma plaisamment en 2019 lorsqu'il suggéra que les politiciens occidentaux semblaient croire

qu'aucun être humain ne vivait sur notre vaste continent. « C'est seulement un grand zoo » avait-il dit, « et ils en sont les gardiens ».

Parler de faune sauvage sans prendre en compte vies et moyens d'existence est une erreur tragique. C'est pourquoi, tout en donnant priorité à un développement durable, le gouvernement du Botswana place son peuple au cœur de sa politique.

Comment cela fonctionne-t-il dans la pratique ? Depuis les années 1980, et avec l'aide du Royaume-Uni, nous avons mis en place un programme de gestion des ressources naturelles basé sur les communautés rurales, leur allouant des quotas de chasse supervisés par un conseil désigné par les villageois. Ces droits sont strictement contrôlés et chasser sans permis expose à de lourdes peines de prison d'une durée allant de cinq à dix ans. Les revenus tirés de ces permis vont directement dans l'escarcelle des communautés.

L'an dernier, notre gouvernement a levé 1.635.000 £ générées par un « Quota spécial éléphant » de 70 têtes, fonds qui furent utilisés pour l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales. Ces infrastructures indispensables et ces aides financières améliorent la vie de nombreuses personnes parmi les 2,5 millions d'habitants que compte le Botswana, et jouent également un rôle crucial de maintien de l'harmonie entre les gens et les animaux.

Ce point est vital. Tout habitant de notre pays en zone rurale sait que vivre parmi les animaux sauvages signifie vivre dangereusement. Dans de nombreux pays les africains sont confrontés à d'importantes populations d'éléphants causant des dégâts considérables aux cultures et menaçant la vie des populations. Pour se rendre à leur travail les gens traversent des espaces parcourus par les buffles et les éléphants ainsi que par les hyènes et lycaons. Ces dix dernières années cinq personnes par an en moyenne ont été tuées par des éléphants et de nombreuses autres ont été blessées. Mais au moins, les communautés rurales savent maintenant que ce risque est contrebalancé par les lois, des stratégies et des politiques promouvant le développement durable autant que la sécurité et la prospérité.

La grande chasse n'est pas la menace principale pour la survie des animaux comme ses opposants se plaisent à le faire croire. La perte des habitats, la conversion des terres et les conflits entre l'homme et la faune jouent un rôle beaucoup plus important.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le Botswana est une *success story* pour la conservation, avec plus de 40% de ses espaces réservés à la préservation de la vie sauvage, protégeant de grandes populations d'espèces menacées incluant, avec approximativement 150 000 têtes, la quantité d'éléphants la plus importante au monde.

On ne peut certes pas nier que la chasse des trophées continue d'être un exercice délicat pour la totalité du continent africain. En fait, il y a certains pays qui ne font pas assez d'efforts et dont les mesures en faveur de la conservation ne résistent pas à l'analyse. Malheureusement, le projet de loi britannique manque de différencier les pays d'Afrique bénéficiant d'une forte gouvernance de ceux ayant un faible équilibre des pouvoirs, et ne distingue pas les trophées obtenus légalement de ceux obtenus illégalement. Le Royaume-Uni a été un allié fidèle et puissant pour ma patrie bien-aimée, investissant cent millions de Livres Sterling dans notre pays et d'autres contrées écologiquement sensibles, au travers du fonds de Biodiversité BLF (*Biodiverse Landscape Fund*). Cependant, dans son format actuel, le projet de loi sur la chasse des trophées menace de ruiner totalement le travail réalisé au cours des 35 dernières années. Aussi contrariant que cela puisse paraître pour beaucoup, il n'est pas suffisant de regarder un animal pour clamer qu'il est si beau qu'il ne mérite pas de mourir. Je suis ici pour vous dire, au nom de mon pays et de nombreux gouvernements à travers l'Afrique, que si l'on veut sauver le royaume des animaux il faut mettre les sentiments de côté et regarder les faits.

\*\*\*\*\*

